

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
13, place de la Paix
15000 AURILLAC

Aurillac, le 05/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHASSANG RECUPERATION

LE CARTEL
15110 FRIDEFONT

Références : 20240729-RAPINSP-15-164-Chassang-recuperation_Fridefont
Code AIOT : 0005600008

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2024 dans l'établissement CHASSANG RECUPERATION implanté LE CARTEL 15110 FRIDEFONT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection intervient dans le cadre légal du plan pluriannuel de contrôle des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHASSANG RECUPERATION
- LE CARTEL 15110 FRIDEFONT
- Code AIOT : 0005600008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
-

Le site est historiquement autorisé par un arrêté d'autorisation du 06/08/1996. L'exploitant a pu bénéficier de l'antériorité pour certaines activités nouvelles par arrêté préfectoral du 28 juin 2012.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection constate de manière générale que le site est bien entretenu. L'exploitant a également

une bonne connaissance des actes administratifs qui encadrent ce site.

Lors de ce contrôle, il a été constaté une absence d'activité concernant la gestion de VHU. L'exploitant confirme qu'aucun VHU n'est entré sur le site depuis le début d'année. L'exploitant souhaite cependant garder le bénéfice de son agrément préfectoral. Il reste néanmoins quelques VHU en attente de dépollution/recyclage en limite de propriété sur la partie sud-ouest du site.

Concernant le bâtiment faisant l'objet du réaménagement (PAC déposé le 11/12/2023), il a été rappelé à l'exploitant la réglementation en vigueur concernant les dispositions techniques de résistance au feu qui sont à prendre en compte au niveau de la séparation entre la partie stockage (batteries) et les locaux administratifs projetés. Le jour du contrôle les travaux n'étaient pas finalisés. Ce point majeur sera vérifié par contrôle document ou lors d'une visite sur site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
PC3	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	Demande d'action corrective	3 mois
PC4	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
PC8	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26	Demande d'action corrective	1 jour
PC9	Arrêté Préfectoral du 06/08/1996, article 5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

PC1	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 1	Sans objet
PC2	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe I	Sans objet
PC5	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	Sans objet
PC6	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Sans objet
PC7	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33	Sans objet
PC10	Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Tout d'abord, ce contrôle a permis de faire le point sur les volumes et activités liés aux installations classées présentes sur l'ensemble du site. On notera une légère augmentation du volume de pneus réceptionnés ainsi qu'une baisse significative de VHU entrant sur site et aucune réception depuis le début de l'année 2024.

Cette visite a notamment permis de constater la présence d'équipements de sécurité et de défense contre l'incendie sur le site mais également de sensibiliser l'exploitant aux évolutions réglementaires relatives à la prévention du risque d'incendie au sein des installations classées encadrées par l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023. Plus précisément, on note l'installation récente de détecteurs automatiques incendie sur l'ensemble des bâtiments du site ainsi qu'un ensemble de caméras relié à un poste de vidéo surveillance présent dans le local administratif actuel. Les systèmes d'extinction incendie et les installations électriques sont contrôlés à intervalle réglementaire par des organismes agréés.

En revanche contrairement à la réglementation en vigueur, aucun plan de défense contre l'incendie n'a été présenté à l'inspection ni aucun exercice de défense contre l'incendie n'a été organisé en interne sur le site. Concernant ces 2 non conformités (cf fiches constats pour plus de détails), un délai de 3 mois est accordé à l'exploitant afin de satisfaire à la réglementation.

Dans un objectif plus large, l'arrêté sus-mentionné impose certaines dispositions aux installations soumises à autorisation relatives à la prévention du risque incendie avec des délais d'application jusqu'au 1^{er} janvier 2026. A la demande de l'exploitant cet arrêté ainsi que ses modalités d'application figurent en annexe du présent rapport.

En parallèle, la gestion et la collecte de l'ensemble des effluents du site sont bien gérées. L'exploitant a été en mesure de présenter les documents relatifs à l'entretien et la vidange du système de pré-traitement des effluents aqueux. Un entretien ou une visite devra néanmoins être initiée avant la fin d'année 2024. Enfin les analyses d'eaux des rejets du site sont effectuées annuellement. Un prélèvement est prévu en septembre 2024. L'inspection relève cependant que le dispositif d'isolement des eaux en cas de pollution accidentelle était difficile d'accès. Des déchets ferreux et une végétation imposante rendent difficile l'accès au by-pass en cas d'urgence. L'exploitant doit libérer l'accès à ce dispositif sans délai.

Enfin, un tas de déchets inertes, d'un volume d'environ 200m³, est présent à la limite ouest de la zone dédié aux activités de traitement des métaux (cf fiche constat pour géolocalisation exacte) et composé pour partie de gravats et de terres végétales. De fines particules de métaux y sont également présentes. Ces déchets doivent être évacués par un organisme agréé ou régaliés judicieusement sur le site en évitant les mélanges inopportuns.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, VI
Prescription contrôlée : le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement. L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de

catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.
Constats : Un écart avait été relevé lors d'un précédent contrôle. Une attestation de capacité du 02/08/2023 a été présentée à l'inspection/écart levé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PC2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2024, VI
Prescription contrôlée : recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés ;
Constats : Compte-tenu de l'absence d'activité VHU sur l'année 2024 au moment du contrôle, ce point n'a pas pu être vérifié/sans suite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PC3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
Thème(s) : Actions nationales 2024, VI
Prescription contrôlée : I. Plan de défense contre l'incendie. » « L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. « Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. « Il comprend au minimum : « - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; « - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes

<p>ouvrées ;</p> <p>[...]</p> <p>« - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</p> <p>[...]</p> <p>« - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Non conformité relevée ce jour. L'exploitant n'a pas pu présenter le plan de défense contre l'incendie. Un délai de 3 mois est accordé à l'exploitant afin de constituer le plan de défense contre l'incendie qui devra comprendre l'ensemble des documents demandés à l'article 21 de l'AMPG du 26/11/2012.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : PC4

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, VI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Maîtrise des incendies. »</p> <p>« L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>« En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>« Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>« Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>« Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p>
<p>Constats :</p>

Ecart relevé ce jour. Un délai de 3 mois est accordé à l'exploitant afin d'organiser un exercice de défense contre l'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : PC5

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24

Thème(s) : Actions nationales 2024, VI

Prescription contrôlée :

Vérification périodique et maintenance des équipements.

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats :

Des documents concernant les systèmes d'extinction incendie/ installation électriques (vérif 04/2024) ont été présentés le jour du contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : PC6

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27

Thème(s) : Actions nationales 2024, VI

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.

Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues

atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Conforme. Un tel système est bien présent sur site. Des factures d'entretien/vidange ont été présentées. Dernière vidange effectué le 30/03/2022. Un prochain entretien doit être effectué avant fin 2024. Ce point sera vérifié par contrôle document ou lors d'une prochaine visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : PC7

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33

Thème(s) : Actions nationales 2024, VI

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

« Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées « à l'article 31 » est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

L'exploitant effectue annuellement les analyses d'eau de ses rejets. Une analyse est programmée pour septembre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : PC8

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26

Thème(s) : Actions nationales 2024, VI

Prescription contrôlée :

Collecte des effluents/les vannes d'isolement sont entretenues régulièrement.

Constats :

Le jour du contrôle, le dispositif d'isolement des rejets aqueux en cas de pollution accidentelle

était difficile d'accès. Des déchets ferreux et une végétation imposante rendaient difficile l'accès à ce système.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour

N° 9 : PC9

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/1996, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2024, VI
Prescription contrôlée : l'exploitant élimine ou fait éliminer ses déchets dans des conditions propres à garantir la protection de l'environnement dans les installations autorisées à cet effet/Le stockage des déchets dans l'établissement se fait dans des installations[...] dont la conception et l'exploitation assurent la prévention des pollutions et des risques.
Constats : Un tas de déchets inertes d'un volume d'environ 200m3 et composé pour moitié de gravats et de terre végétales, provenant du réaménagement d'un bâtiment est présent en limite ouest de la zone dédiée au tri des métaux (Latitude : 44.904672 Longitude : 3.094773). Ces déchets doivent être traités.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : PC10

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, VI
Prescription contrôlée : Nature des activités/rubrique
Constats : L'ensemble des volumes/quantités en jeu/rubrique a été vérifié. Aucun seuil n'est dépassé. Pneumatique 100m3 et VHU 0 depuis début 2024.
Type de suites proposées : Sans suite